

COMMUNICATION FINANCIÈRE

CHIFFRES CLÉS

Au 30 Juin 2019

COMPTES CONSOLIDÉS

Au 30 Juin 2019

COMPTES SOCIAUX

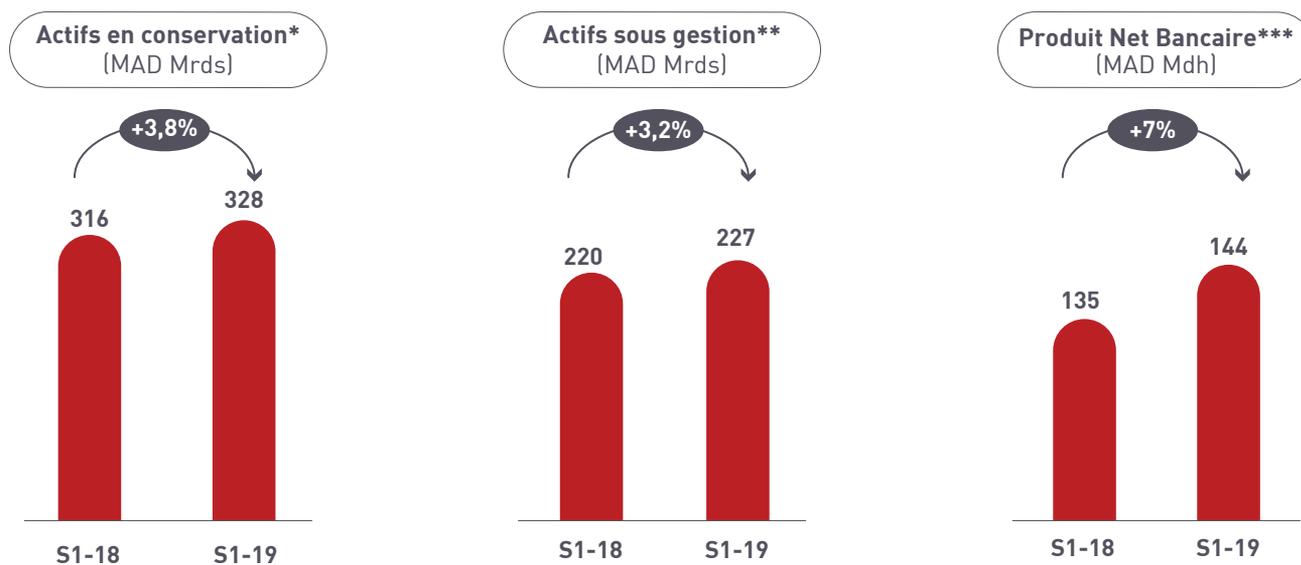
Au 30 Juin 2019

CDG Capital
Tour Mamounia,
Place Moulay El Hassan,
Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 66 52 52 (LG)
Fax : 05 37 66 52 00
E-mail : comfi@cdgcapital.ma
www.cdgcapital.ma

CDG CAPITAL
GROUPE CDG

Rapport financier Activité et résultats du 1^{er} semestre 2019

Le Conseil d'Administration de CDG Capital s'est réuni le 19 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Abdellatif Zaghoun, pour examiner l'activité et arrêter les comptes au 30 juin 2019.



(*) Encours moyens semestriels (base consolidée) en milliards de dirhams
 (**) Encours de fin de période en milliards de dirhams
 (***) Produit net bancaire consolidé en millions de dirhams

CHIFFRES CLES DU 1^{ER} SEMESTRE 2019

Au titre du 1^{er} semestre 2019, l'encours moyen des **actifs en conservation** s'établit à 328 milliards de dirhams, en progression de **3.8%** par rapport au 1^{er} semestre 2018.

Pour sa part, l'encours global des **actifs sous gestion** se renforce de **3.2%** à **227 milliards** de dirhams à fin juin 2019.

Le **produit net bancaire** consolidé affiche une croissance de **7%** à **144 millions** de dirhams, tirée principalement par la bonne tenue des revenus liés aux activités de marché.

L'évolution des **charges générales d'exploitation** est contenue à **4.7%**, s'élevant à **96 MDH** au 30 juin 2019.

Dans ce contexte, le **résultat brut d'exploitation** consolidé progresse de **11.9%** à **48 millions** de dirhams contre **42.9 millions** de dirhams une année auparavant.

Le **résultat net part du groupe** s'établit à **30.5 millions** de dirhams à fin juin 2019 contre 41.5 millions de dirhams au titre de la même période de l'exercice précédent. Cette évolution s'explique par la constatation, au 1^{er} semestre 2018, de reprises exceptionnelles de provisions pour 25 millions de dirhams sur des titres de créance ayant fait l'objet de cession. Hors ces éléments exceptionnels, le résultat net part du groupe affiche une augmentation de **18%**.

Au niveau des comptes individuels, CDG Capital réalise un **produit net bancaire** de **124 millions** de dirhams contre 142.7 millions de dirhams à fin juin 2018. Cette évolution tient pour l'essentiel à la baisse des dividendes remontés par les principales filiales de la banque, dont les revenus ont été impactés par le contexte des marchés.

L'encours des créances sur la clientèle, quant à lui, s'accroît de **32%** à **478.8 millions** de dirhams contre **361.6 millions** de dirhams à fin décembre 2018.

Pour sa part, l'encours des ressources clientèle, pensions livrées comprises, évolue de **15%** à **2.5 milliards** de dirhams à fin juin 2019 contre 2.2 milliards de dirhams six mois auparavant.

UNE STRUCTURE FINANCIÈRE SOLIDE QUI SE PRESERVE

Au terme du premier semestre 2019, les fonds propres prudentiels de CDG Capital s'établissent à **760 millions** de dirhams, induisant un ratio de solvabilité de **20.1%** et un ratio Core Tier 1 de **19.4%**.

Pour sa part, le **ratio de liquidité à court terme (LCR)** ressort à **158%** en moyenne sur une année glissante.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2019

- CDG Capital primée par Fitch Ratings pour la gestion sous mandats de ses Fonds Institutionnels

L'agence de notation financière internationale Fitch Ratings a attribué la note "Excellent (mar) avec perspective stable" à CDG Capital pour la gestion sous mandats de ses Fonds Institutionnels. Cette distinction vient confirmer le positionnement de CDG Capital en tant que gestionnaire d'actifs institutionnels global, responsable et engagé.

- Double consécration pour CDG Capital Gestion

L'agence de notation Fitch Ratings a relevé le rating de la catégorie «Investment Performance» de la société de gestion d'actif le faisant passer de «Consistent» à «Strong». Outre ce relèvement, Fitch a confirmé la note globale 'Excellent (mar)' de la société de gestion d'actifs. Cette évaluation reflète la rigueur, la stabilité globale de ses processus d'investissement et la gestion de ses risques ainsi que la solidité et l'importance de ses ressources.

A propos de CDG Capital

Filiale à 100% de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), CDG Capital a été créée en 2006 en tant que nouvelle institution financière émergente dans le paysage bancaire marocain

CDG CAPITAL fonde sa stratégie autour d'une mission duale structurante : être leader des métiers de la gestion d'actifs et un acteur de référence de la banque d'investissement au Maroc, tout en contribuant à la maturation des marchés financiers et à la bonne gestion de l'épargne nationale marocaine.

Après quelques années d'existence, CDG Capital a su s'imposer comme un acteur incontournable et un opérateur de premier plan sur les différents compartiments de la banque d'investissement :

- Investment Management
- Corporate & Investment Banking
- Investment Services
- Capital Investment

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

PREAMBULE

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2019 est optionnelle.

BASES DE PRESENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 1 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin juin 2019, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	30/06/2019		31/12/2018		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Private Equity	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale
CDG Capital Infrastructures	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 2 : NOUVELLES NORMES APPLICABLES À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2019

2.1 IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION »

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Pour la première application de la norme IFRS 16, le Groupe a opté pour l'approche rétrospective simplifiée consistant à comptabiliser l'effet cumulé de la norme en capitaux propres. Cet effet en capitaux propres résulte de la différence entre :

- un droit d'utilisation et son amortissement déterminés comme si la norme avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location, actualisés à la date de première application de la norme ;
- un passif de location actualisé à la date de première application.

En application des dispositions relatives à l'approche rétrospective simplifiée, les données comparatives relatives à l'exercice 2018 présentées en regard des données de l'exercice 2019 ne sont pas retraitées.

Les contrats de location identifiés sont pour l'essentiel des baux immobiliers et dans une moindre mesure des contrats de location de véhicules. Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée résiduelle des contrats à la date de première application de la norme.

Le tableau ci-après présente les rubriques du bilan ayant fait l'objet d'ajustements par application de la norme IFRS 16 :

PREMIERE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16	31/12/18	Effet de l'application d'IFRS 16	01/01/19
Actifs d'impôt	4 059	1 332	5 391
Immobilisations corporelles	37 951	33 274	71 225
dont valeur brut comptable	101 066	64 089	165 155
dont cumul des amortissements et pertes de valeur	(63 115)	(30 814)	(93 929)
Effet sur le total Actif	42 011	34 606	76 616
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 119 078	36 873	3 155 951
Passifs d'impôt			
Capitaux propres	488 894	(2 268)	486 627
Effet sur le total Passif	3 607 972	34 606	3 642 578

2.2 IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Pour la mise en œuvre de cette interprétation, le Groupe a opté pour la méthode rétrospective partielle, en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

NOTE 3 : PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêt, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition. En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 50% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 20% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 30%.

Pour l'élaboration des scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

- Immeubles et constructions :

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands Travaux de Construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
	DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans

- Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

A partir du 1er janvier 2019, le Groupe applique la norme IFRS 16 « Contrats de location » qui a remplacé la norme IAS 17. Les modalités de transition retenues par le Groupe ainsi que l'effet décalant de la première application sont présentés au point 2.1 ci-dessus.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres. Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement)
- des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1. ACTIF

ACTIF	Notes	30/06/19	31/12/18
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 .1.1	49 454	274 710
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5 .1.2	6 389 142	4 473 494
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		5 763 703	4 157 095
Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat		625 439	316 399
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 .1.3	1 747 118	2 015 007
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		1 747 118	2 015 007
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables			
Titres au coût amorti	5 .1.4		
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5 .1.5	842 660	778 748
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5 .1.6	477 791	360 736
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt exigible		18 029	58 765
Actifs d'impôt différé		2 355	4 059
Comptes de régularisation et autres actifs	5 .1.7	1 009 861	994 081
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans des entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement			
Immobilisations corporelles	5 .1.8	66 780	37 951
Immobilisations incorporelles	5 .1.9	47 677	49 938
Ecarts d'acquisition	5 .1.10	98 235	98 235
TOTAL ACTIF		10 749 104	9 145 724

5.1.1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	30/06/19		31/12/18	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	370		370	
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	49 084		274 339	
Total	49 454		274 710	

5.1.2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/19				31/12/18			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat								
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 788	5 757 915		5 763 703	16 696	4 140 399		4 157 095
Bons du Trésor		5 007 434		5 007 434		3 464 988		3 464 988
Obligations et autres titres à revenu fixe		636 836		636 836		573 274		573 274
Actions et autres titres à revenu variable	5 788			5 788	16 696			16 696
Titres de participation non consolidés								
Instruments dérivés		113 645		113 645		102 137		102 137
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	491 672	132 644	1 124	625 439	182 613	132 661	1 124	316 399
Total	497 459	5 890 559	1 124	6 389 142	199 310	4 273 060	1 124	4 473 494

5.1.3 Actifs financiers à la juste valeur par les capitaux propres

	30/06/19				31/12/18			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*								
Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		1 747 118		1 747 118		2 015 007		2 015 007
Bons du Trésor		150 361		150 361		547 878		547 878
Obligations et autres titres à revenu fixe		1 596 757		1 596 757		1 467 129		1 467 129
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables								
Total		1 747 118		1 747 118		2 015 007		2 015 007

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

	30/06/19				31/12/18			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket des actifs financiers à la JVOCI*								
Encours brut	1 757 110			1 757 110	1 974 398	50 000		2 024 398
Dépréciations	9 991			9 991	9 258	133		9 390
Net	1 747 118			1 747 118	1 965 140	49 867		2 015 007

5.1.4 Titres au coût amorti

	30/06/19				31/12/18			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9								
Encours brut		50 000		50 000			50 000	50 000
Dépréciations		50 000		50 000			50 000	50 000
Net				-				-

5.1.5 Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés

	30/06/09	31/12/18
À vue	108 063	60 841
Comptes ordinaires	108 063	60 841
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
À terme	737 266	720 815
Prêts et comptes à terme	433 333	509 711
Prêts subordonnés et participants		
Valeurs reçues en pension à terme	299 976	199 961
Créances rattachées	3 956	11 143
Total Brut	845 329	781 656
Dépréciation	2 669	2 908
Total Net	842 660	778 748

	30/06/19				31/12/18			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9								
Encours brut	845 329			845 329	781 656			781 656
Dépréciations	2 669			2 669	2 908			2 908
Net	842 660			842 660	778 748			778 748

5.1.6 Prêts et créances sur la clientèle

	Secteur public	Entreprises financières	Secteur privé Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 30/06/19	Total 31/12/18
Crédits de trésorerie				974	974	20 006
- Comptes à vue débiteurs				974	974	20 006
- Créances commerciales						
- Crédits à l'exportation						
Crédits à la consommation				2 417	2 417	2 938
Crédits à l'équipement			303 252		303 252	271 599
Crédits immobiliers				1 368	1 368	1 463
Intérêts courus à recevoir				1 057	1 057	127
Valeurs reçues en pension		169 727			169 727	61 354
Créances acquises par affacturage						
Autres créances				8 101	8 101	12 499
Encours bruts		169 727	304 309	12 860	486 897	369 987
Dépréciations				9 105	9 105	9 251
Encours nets		169 727	304 309	3 755	477 791	360 737

	30/06/19				31/12/18			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9								
Encours brut	479 935		6 962	486 897	363 143		6 844	369 987
Dépréciations	2 279		6 826	9 105	2 407		6 844	9 251
Net	477 656		135	477 791	360 736			360 737

5.1.7 Comptes de régularisation et autres actifs

	30/06/19	31/12/18
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	1 590	1 451
Créances fiscales	140 573	72 891
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	65 184	79 667
Débiteurs Divers	802 498	840 072
Comptes de liaison	15	
Total	1 009 861	994 081

5.1.8 Immobilisations corporelles

Valeur brute	Valeur brute au 31/12/18	Acquisitions	Mises hors service et sorties	Effet de l'application d'IFRS 16	Valeur brute au 30/06/19
Terrains et constructions	36 891		3		36 888
Matériel, outillage et transport	4 887		8	-1 275	3 605
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	58 848	3 154	129		61 873
Autres	269				269
En-cours	171	165			336
Droit d'utilisation				65 363	65 363
Total	101 066	3 319	140	64 089	168 334

Amortissements	Cumul Amortissements au 31/12/18	Dotations	Reprises	Effet de l'application d'IFRS 16	Cumul Amortissements au 30/06/19
Terrains et constructions	18 858	1 184			20 042
Matériel, outillage et transport	3 221	271	8	-1 059	2 425
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	40 767	2 701	129		43 339
Autres	269				269
En-cours					
Droit d'utilisation		3 605		31 873	35 478
Total	63 115	7 761	137	30 814	101 553

Valeur nette	Valeur nette au 31/12/18	Valeur nette au 30/06/19
Terrains et constructions	18 033	16 846
Matériel, outillage et transport	1 666	1 180
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	18 081	18 534
Autres		
En-cours	171	336
Droit d'utilisation		29 885
Total	37 951	66 780

Droit d'utilisation	01/01/19	30/06/19
Immobilier		
Valeur brute	64 089	64 089
Amortissements & dépréciations	30 814	34 369
Valeur nette	33 274	29 719
Matériel de transport		
Valeur brute	1 275	1 275
Amortissements & dépréciations	1 059	1 109
Valeur nette	216	166
Total droit d'utilisation	33 490	29 885

5.1.9 Immobilisations incorporelles

	Valeur brute au 31/12/18	Acquisitions	Cession ou retrait	Dotation exercice	Valeur brute au 30/06/19
Valeur brute	113 330	1 885			115 215
Amortissement	63 392			4 146	67 538
Valeur nette	49 938	1 885		4 146	47 677

5.1.10 Ecarts d'acquisition

	31/12/18	Augmentation (acquisition)	Diminution (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	30/06/19
Valeur brute	98 235					98 235
CDG Capital Gestion	93 424					93 424
CDG Capital Bourse	4 802					4 802
CDG Capital Real Estate	9					9
Cumul des pertes de valeur						
CDG Capital Gestion						
CDG Capital Bourse						
CDG Capital Real Estate						
Valeur nette	98 235					98 235

5.2. PASSIF

[En milliers de dirhams]

PASSIF	Notes	30/06/19	31/12/18
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	70 499	55 556
Passifs financiers détenus à des fins de transactions		70 499	55 556
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les établissements de crédit assimilés	5.2.2	2 825 793	3 119 078
Dettes envers la clientèle	5.2.3	2 481 304	2 181 986
Titres de créance émis	5.2.4	1 520 139	1 308 254
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt exigible		19 180	28 709
Passifs d'impôt différé			
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	2 842 557	1 259 273
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions	5.2.6	3 791	3 908
Subventions et fonds assimilés			
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie			
Capitaux propres		985 840	1 188 961
Capitaux propres part du groupe		985 840	1 188 961
Capital et réserves liées		630 000	630 000
Réserves consolidées		315 447	488 894
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		9 942	4 819
Résultat de l'exercice		30 452	65 247
Intérêts minoritaires			
TOTAL PASSIF		10 749 104	9 145 724

5.2.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat	30/06/19				31/12/18			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction		70 499		70 499		55 556		55 556
Instruments en valeur de marché sur option								
Total		70 499		70 499		55 556		55 556

5.2.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
	Bank Al - Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		30/06/19	31/12/18
Comptes ordinaires créditeurs	26 483	72 952	249	99 684	42 472	
Valeurs données en pension	1 500 794	102 804		1 603 598	1 921 619	
- au jour le jour					430 868	
- à terme	1 500 794	102 804		1 603 598	1 490 751	
Emprunts de trésorerie	633 277	455 000		1 088 277	1 154 216	
- au jour le jour	633 277	455 000		1 088 277	648 477	
- à terme					505 739	
Emprunts financiers						
Intérêts courus à payer	93	437	89	620	544	
Autres dettes					227	
Dettes locatives		33 614		33 614		
Total	1 500 887	693 812	249	2 825 793	3 119 078	

Variation de la dette locative	01/01/19	Augmentations	Diminutions	30/06/19
Dette locative	64 089			64 089
Amortissements	27 216	3 258		30 474
Valeur nette	36 873	3 258		33 614

5.2.3. Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Entreprises financières	Secteur privé Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 30/06/19	Total 31/12/18
Comptes à vue créditeurs	18 718	1 060 408	163 817	37 953	1 280 896	1 672 359
Comptes d'épargne						
Dépôts à terme		501 741			501 741	489 375
Valeurs données en pension		656 349			656 349	
Autres comptes créditeurs		326	35 233		35 559	13 117
Intérêts courus à payer		6 405	355		6 760	7 135
Total	18 718	2 225 229	199 405	37 953	2 481 304	2 181 986

5.2.4. Titres de créances émis

	31/12/18	Augmentation	Diminution	30/06/19
Bons de caisse				
Titres du marché interbancaire				
Titres de créances négociables	1 308 254	1 220 139	1 008 254	1 520 139
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par un titre				
Total	1 308 254	1 220 139	1 008 254	1 520 139

5.2.5. Comptes de régularisation et autres passifs

	30/06/19	31/12/18
Opération diverses sur titres	2 109 970	870 466
Sommes dues à l'Etat	66 364	84 033
Clients avances et acomptes	2 642	3 637
Charges à payer	25 179	42 247
Dividendes à payer	230 000	
Autres passifs	408 402	258 890
Total	2 842 557	1 259 273

5.2.6. Provisions

Provisions	31/12/18	Augmentation	Diminution	30/06/19
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires				
Provisions pour autres risques et charges	3 908	640	756	3 791
Total	3 908	640	756	3 791

Ventilation des provisions	31/12/18	30/06/19
Court terme	3 908	3 791
Long terme		
Total	3 908	3 791

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	Notes	30/06/19	30/06/18
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	53 443	59 595
- Intérêts et charges assimilés	6.1	(69 885)	(76 500)
MARGE D'INTERET		(16 442)	(16 905)
+ Commissions (produits)	6.2	59 453	71 349
- Commissions (charges)	6.2	(2 524)	(3 965)
MARGE SUR COMMISSIONS		56 929	67 384
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	61 780	35 165
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	2 824	2 863
+ Produits des autres activités	6.5	53 239	55 844
- Charges des autres activités	6.5	(14 145)	(9 726)
PRODUIT NET BANCAIRE		144 186	134 624
- Charges générales d'exploitation	6.6	(84 209)	(83 838)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(11 907)	(7 836)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		48 071	42 951
Coût du risque	6.7	(456)	28 731
RESULTAT D'EXPLOITATION		47 615	71 682
+/- Quote -part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		3	132
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition			
RESULTAT AVANT IMPÔT		47 618	71 814
- Impôt sur les résultats	6.8	(17 167)	(30 289)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
RESULTAT NET		30 452	41 525
Intérêts minoritaires			
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		30 452	41 525
Résultat de base par action (en dirhams)	6.9	4,83	8,30
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.9	4,83	8,30

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	30/06/19	30/06/18
RESULTAT NET		30 452	41 525
Ecarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		5 122	3 980
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des immobilisations			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote -part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence			
Impôts			
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		5 122	3 980
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES		35 574	45 505
Dont Part du Groupe		35 574	45 505
Dont Part des minoritaires			

6.1. Marge d'intérêt

	30/06/19	30/06/18
Sur opérations avec les établissements de crédits	10 148	9 241
Sur opérations avec la clientèle	10 250	7 738
Intérêts courus et échus sur titres	32 671	38 753
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit bail		
Autres intérêts et produits assimilés	374	3 863
Produits d'intérêt	53 443	59 595
Sur opérations avec les établissements de crédits	22 989	16 265
Sur opérations avec la clientèle	23 777	40 326
Sur dettes représentées par titres	20 394	16 111
Sur dettes subordonnées		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Autres intérêts et charges assimilés [1]	2 725	3 798
Charges d'intérêt	69 885	76 500

[1] A compter du 1^{er} janvier 2019, suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 16 « Contrats de location », les charges d'intérêts sur les dettes locatives sont présentées dans la rubrique « Autres intérêts et charges assimilés » (cf. Note 2.1).

6.2. Commissions

	Produits	30/06/19 charges	Net	Produits	30/06/18 charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédits		332	(332)	324	(324)	
Sur opérations avec la clientèle	52 090	2 192	49 898	60 113	3 641	56 472
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change						
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan						
Prestations de services bancaires et financiers	7 363		7 363	11 236		11 236
- Produits nets de gestions d'OPCVM						
- Produits nets sur moyens de paiement						
- Autres	7 363		7 363	11 236		11 236
Produits nets des commissions	59 453	2 524	56 929	71 349	3 965	67 384

6.3. Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/19	30/06/18
Dividendes reçus	296	
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	57 807	17 053
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	5 133	13 552
Soldé des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture		
Variation de juste valeur des instruments dérivés	(1 456)	4 560
Inefficacité de couverture à la juste valeur		
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie		
Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	61 780	35 165

6.4. Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	30/06/19	30/06/18
Dividendes reçus		
Plus ou moins values réalisées sur cession de titres	2 824	2 863
Gains ou pertes nets	2 824	2 863

6.5. Résultat des autres activités

	30/06/19	30/06/18
Produits de la promotion immobilière		
Produits sur opérations de location simple		
Variations de juste valeur des immeubles de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurances		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances		
Autres produits (charges) nets	39 095	46 118
Produits et charges nets des autres activités	39 095	46 118

6.6. Charges générales d'exploitation

	30/06/19	30/06/18
Charges de personnel	59 447	54 958
Impôts et taxes	1 978	2 333
Services extérieurs et autres charges (1)	22 784	26 547
Charges d'exploitation	84 209	83 838

(1) A compter du 1er janvier 2019, suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 16 « Contrats de location », l'annulation des loyers « location simple » est présenté dans la rubrique « Services extérieurs et autres charges » (cf. Note 2.1).

6.7. Coût du risque

	30/06/19	30/06/18
Dotations aux provisions	841	281
Provisions pour dépréciation des prêts et créances		
Provisions pour dépréciation des titres	601	281
Provisions pour risques	240	
Reprise de provisions	385	29 012
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	385	261
Provisions pour dépréciation des titres		26 250
Provisions pour risques		2 501
Variation des provisions	456	(28 731)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables		
Récupérations sur prêts et créances amorties		
Autres pertes		
Coût du risque	456	(28 731)

6.8. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	30/06/19	30/06/18
Charge d'impôts courants (1)	16 780	26 989
Charge d'impôts différés	386	3 300
Charge d'impôts de la période	17 167	30 289

(1) Depuis le 1er janvier 2019, les provisions fiscales relatives à l'impôt sur les bénéfices sont présentées dans la rubrique « Charge d'impôts courants » à la suite de l'entrée en vigueur d'IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux » (cf. Note 2.2).

6.9. Résultat de base et résultat dilué par action

	30/06/19	30/06/18
Résultat net part du Groupe	30 452	41 525
Nombre d'actions ordinaires émises	6 300 000	5 000 000
Résultat par action en dirhams	4,83	8,30

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	30/06/19	31/12/18
Engagements de financements et de garantie donnés	1 453 690	1 363 293
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit - bail		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	271 915	126 730
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés	271 915	126 730
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit - bail		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires export confirmés		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Garanties de crédits données		
- Autres cautions, avals et garanties donnés		
- Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 181 775	1 236 563
- Garanties de crédits données		
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
- Autres cautions et garanties données	1 181 775	1 236 563
- Engagements en souffrance		
Engagements de financements et de garantie reçus	509 438	509 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédits confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	9 438	9 438
- Garanties de crédits	9 438	9 438
- Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues		

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2018	630 000			554 141	4 820		1 188 961		1 188 961
Changement de méthodes comptables									
Impacts liés à la 1 ^{ère} application d'IFRS 16				(2 268)			(2 268)		(2 268)
Autres variations				(6 427)			(6 427)		(6 427)
Capitaux propres d'ouverture 1 ^{er} janvier 2019	630 000			545 447	4 820		1 180 266		1 180 266
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres									
Dividendes				(230 000)			(230 000)		(230 000)
Résultat de l'exercice au 30 Juin 2019				30 452			30 452		30 452
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)									
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)					5 122		5 122		5 122
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (F)									
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)					5 122		5 122		5 122
Variation de périmètre									
Autres variations									
Capitaux propres de clôture 30 Juin 2019	630 000			345 899	9 942		985 840		985 840

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/19	31/12/18
1. Résultat avant impôts (A)	47 618	100 678
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	11 907	14 434
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	199	2 684
5. +/- Dotations nettes aux provisions	240	604
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8. +/- Produits/charges des activités de financement		
9. +/- Autres mouvements	(186)	(292)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	12 159	17 430
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(400 798)	1 033 106
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	184 534	(1 208 104)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(1 411 541)	768 107
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	1 584 425	(412 213)
15. - Impôts versés	(16 580)	(66 268)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	(59 960)	114 628
17. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	(182)	232 735
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(5 064)	(10 309)
21. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	(5 064)	(10 309)
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(230 000)	(100 000)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		
24. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	(230 000)	(100 000)
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie équivalente de trésorerie		
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	(235 246)	122 427
COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	30/06/19	31/12/18
27. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	293 079	170 652
28. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	274 710	287 021
29. Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	18 369	(116 369)
30. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A LA CLOTURE	57 833	293 079
31. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	49 454	274 710
32. Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	8 379	18 369
33. VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	(235 246)	122 427

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

10.1. Preuve d'impôts

	30/06/19	30/06/18
Résultat net de l'ensemble consolidé	30 452	41 525
Impôts exigibles (IS)	16 780	26 989
Impôts différés	386	3 300
Total charge fiscale consolidée IFRS	17 167	30 289
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	47 618	71 814
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	36%	42%
Montant de différences de taux mère/filiale	452	(3 500)
Impôt sur différences temporelles		
Effet des autres éléments		
Charge fiscale recalculée	17 619	26 789
Taux d'impôt légal au Maroc	37%	37%

10.2. Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/18		30/06/19
Impôts différés actifs	4 059	386	(2 090)
Impôts différés passifs			2 355
Impôts différés actifs / passifs	4 059	386	(2 090)

10.3. Datation et événements postérieurs

I. DATATION	
• Date de clôture de l'exercice :	30/06/2019
• Date d'établissement des états de synthèse :	19-sept-19
II. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 30/06/2019	
	NÉANT

NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : banque d'investissement.

NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2015 à 2018 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

NOTE 13 : RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GÉNÉRAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liés aux activités du Groupe CDG Capital est une composante permanente et transversale, qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi.

La gestion des risques est assurée à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances décisionnelles et opérationnelles.

La typologie des risques retenue par le Groupe évolue au rythme du développement de l'activité et des exigences réglementaires. La gestion des risques s'articule autour des principales catégories suivantes :

- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel de l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements :

CDG Capital a organisé un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de crédit/engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficace de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité de Crédit (CdC) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de crédit/engagement/exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité des Grands Risques (CGR) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

Segment Corporate

Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office), le processus de gestion est décliné comme suit :

- Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fond de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements et de la décision du CdC ou du CGR. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'un check-list interne ;
- Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie ;
- Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels ;
- Un système de délégation de pouvoir par Direction Métier ;
- Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés ;
- Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne ;

Segment des personnes physiques (PP)

Le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.

Autres Segments

Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises ;
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour) ;
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel ;

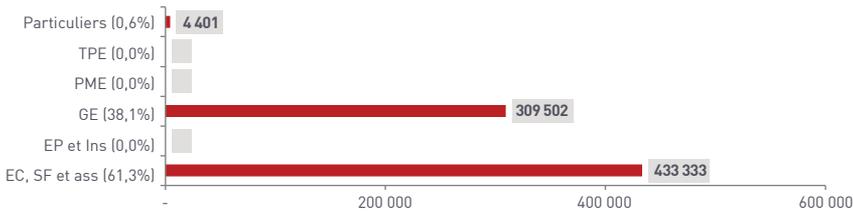
L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un événement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie), auxquels CDG Capital est exposée, la Direction de la Gestion Globale des Risques (DGGR) a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin juin 2019 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué majoritairement de deux types d'engagement (les crédits corporate et les crédits de trésorerie) avec une prédominance structurelle des crédits corporate (99.4%).

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION :

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filiales de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUES DE MARCHÉ

1.5.1 Facteurs de risque

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- **les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

1.5.2 Modèle interne du risque de marché

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par la Banque Centrale pour le calcul des fonds propres réglementaires et le pilotage des risques de marché depuis mars 2013. La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

À fin juin 2019, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les ratios tier 1 et de solvabilité demeurent supérieurs aux minimums exigés.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

À fin juin 2019, les résultats de scénarios de stress font ressortir qu'une variation à la hausse des taux d'intérêt de 200 points de base (bp) impliquerait une baisse de 1% du produit net bancaire (PNB) Prévisionnel sur un horizon de 12 mois et une augmentation de 1% des fonds propres prudentiels sur un horizon de 20 ans.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

Le ratio de liquidité à court terme (LCR) ressort à 62% à fin juin 2019 et à 158% en moyenne sur année glissante.

Le comité Asset and Liabilities Management (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress tests déroulés.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

Au cours des dernières années, CDG CAPITAL a développé des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG CAPITAL dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continuellement le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
 - Sécurité réseau ;
 - Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Surveillance des pertes internes :

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de la banque. Ce processus a permis aux opérationnels : (i) de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc.) ; (ii) de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ; (iii) d'acquiescer une meilleure connaissance de leurs zones de risques ; (iv) de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG CAPITAL, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

À ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (FP)

2.2 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
 - La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
 - Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
 - Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.
- Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :
- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
 - L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
 - Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...).
 - Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.3 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire de la Banque Centrale N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin juin 2019, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur bases sociale et consolidée sont composés principalement (97%) des fonds propres de catégorie 1.

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par la Banque Centrale.

A fin juin 2019, les fonds propres prudentiels sur base individuelle et consolidée s'établissent respectivement à 760 millions de dirhams, et 820 millions de dirhams.

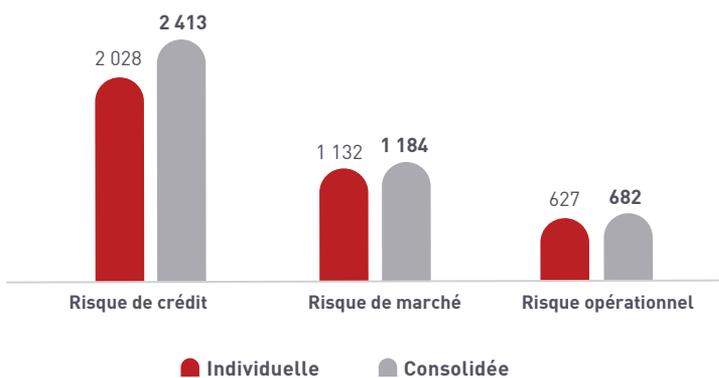
2.4 Actifs pondérés et exigences en fonds propres au titre du risque de crédit, risques de marché et risque opérationnel

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risques de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risques de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

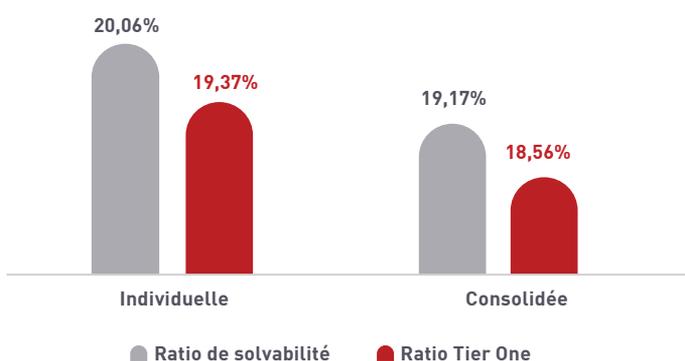
Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin juin 2019 sur bases sociale et consolidée (en millions de dirhams) :

Ventilation des actifs pondérés par risque (en millions)



2.5 Ratio des fonds propres de base et Solvabilité

A fin juin 2019, les ratios de solvabilité et Tier One sur base sociale et consolidée se présentent comme suit :



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG CAPITAL et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

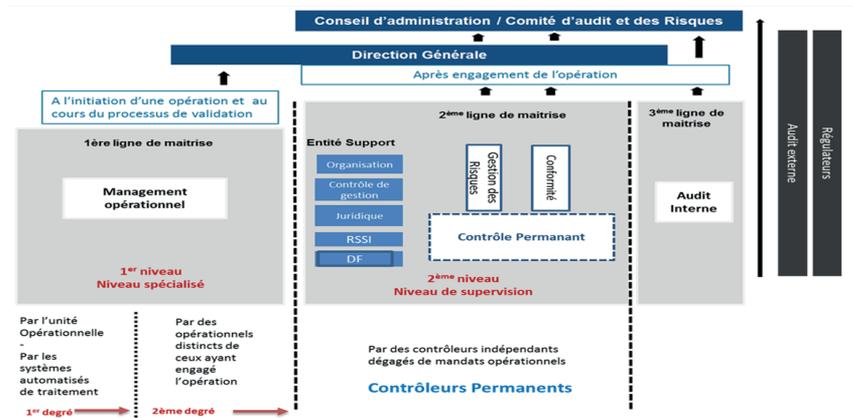
Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :



La première ligne de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau;

La deuxième ligne de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La troisième ligne de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

BILAN

ACTIF	30/06/2019	31/12/18
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor Public	49 441	274 694
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	781 239	728 047
. A vue	43 973	7 231
. A terme	737 266	720 815
Créances sur la clientèle	478 874	361 571
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	3 391	22 944
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	304 309	271 722
. Crédits et financements participatifs immobiliers	1 368	1 463
. Autres crédits et financements participatifs	169 805	65 442
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	7 944 918	6 330 864
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 159 018	4 022 585
. Autres titres de créance	2 304 435	2 111 528
. Certificats de Sukuk	51 162	50 192
. Titres de propriété	430 303	146 559
Autres actifs	751 812	876 002
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	205 154	205 154
. Participation dans les entreprises liées	204 030	204 030
. Autres titres de participation et emplois assimilés	1 124	1 124
. Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	45 856	48 390
Immobilisations corporelles	21 582	22 188
TOTAL ACTIF	10 278 876	8 846 910

BILAN

PASSIF	30/06/2019	31/12/2018
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 792 397	3 119 069
. A vue	100 109	1 122 027
. A terme	2 692 287	1 997 042
Dépôts de la clientèle	2 515 906	2 193 998
. Comptes à vue créditeurs	323 298	1 684 949
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	2 157 626	496 508
. Autres comptes créditeurs	34 982	12 542
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	1 520 139	1 308 254
. Titres de créance négociables émis	1 520 139	1 308 254
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	2 444 151	1 030 623
Provisions pour risques et charges	35 044	35 548
Provisions réglementées		
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	190 000	190 000
Capital	630 000	630 000
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	109 418	255 959
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	41 818	83 460
TOTAL PASSIF	10 278 876	8 846 910

HORS BILAN

HORS BILAN	30/06/2019	31/12/2018
ENGAGEMENTS DONNES	3 271 626	2 588 624
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	271 915	126 730
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 183 857	1 239 456
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	1 815 854	1 222 438
ENGAGEMENTS RECUS	859 535	510 075
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit et assimilés	9 438	9 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		
Autres titres à recevoir	350 097	637

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30/06/19	31/12/18
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	291 253	559 204
2.(+) Récupérations sur créances amorties		
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	2 977	1 259
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	-192 799	-330 216
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-962	-14
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	-68 090	-144 216
7.(-) Impôts sur les résultats versés	-9 931	-28 475
I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges variation des :	22 449	57 541
8.(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-9 218	-171 815
9.(+) Créances sur la clientèle	-117 303	24 006
10.(+) Titres de transaction et de placement	-1 614 054	968 632
10B.(+) Titres de participation et emplois assimilés		-292
11.(+) Autres actifs	124 211	-165 126
12.(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-326 671	1 052 245
14.(+) Dépôts de la clientèle	321 908	-1 208 795
15.(+) Titres de créance émis	211 886	-194 694
16.(+) Autres passifs	1 413 529	-309 552
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	4 287	-5 390
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I+II)	26 736	52 151

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (suite)

	30/06/19	31/12/18
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	3	81
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières		
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-3 914	-13 667
21.(+) Intérêts perçus		
22.(+) Dividendes perçus	25 896	49 116
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	21 985	35 530
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24.(+) Emission de dettes subordonnées		
25.(+) Emission d'actions		130 000
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27.(-) Intérêts versés		
28.(-) Dividendes versés	-230 000	-230 000
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-230 000	-100 000
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	-181 278	-12 319
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	274 693	287 012
VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	93 415	274 693

COMPTE DE PRODUITS ET DES CHARGES

Compte de Produits et de charges	Juin - 19	Juin -18
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	317 149	332 530
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	10 148	9 241
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	10 250	7 738
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	31 391	38 753
Produits sur titres de propriété et certificats de sukuk	25 896	48 539
Produits sur Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	60 268	71 349
Autres produits bancaires	179 196	156 910
Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	192 799	189 784
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	23 321	16 265
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	23 777	40 326
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	20 394	16 111
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	125 307	117 082
Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
PRODUIT NET BANCAIRE	124 350	142 746
Produits d'exploitation non bancaire	2 981	260
Charges d'exploitation non bancaire		14
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	75 142	69 333
Charges de personnel	41 438	38 338
Impôts et taxes	1 197	1 302
Charges externes	21 262	19 759
Autres charges générales d'exploitation	4 194	3 485
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	7 052	6 449
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	252	16 500
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Autres dotations aux provisions	252	16 500
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	774	28 256
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	18	26 250
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	756	2 006
RESULTAT COURANT	52 711	85 416
Produits non courants		
Charges non courantes	962	
RESULTAT AVANT IMPOTS	51 749	85 416
Impôts sur les résultats	9 931	19 202
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	41 818	66 214

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

(EN milliers de DHS)	30/06/2019	30/06/2018
+ Intérêts et produits assimilés	51 789	55 732
- Intérêts et charges assimilées	67 492	72 702
MARGE D'INTERET	(15 703)	(16 970)
+ Produits sur financements participatifs		
- Charges sur financements participatifs		
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Produits sur immobilisations données en Ijara		
- Charges sur immobilisations données en Ijara		
Résultat des opérations d'Ijara		
+ Commissions perçues	60 268	71 349
- Commissions servies	3 392	3 478
MARGE SUR COMMISSIONS	56 876	67 871
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	48 117	35 000
+ Résultat des opérations sur titres de placement	3 894	5 847
+ Résultat des opérations de change	7 199	(611)
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	490	4 560
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	59 701	44 796
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
+ Divers autres produits bancaires	25 896	48 682
- Diverses autres charges bancaires	2 420	1 634
PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT ET DES MOUWAKIL		
PRODUIT NET BANCAIRE	124 350	142 746
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	2 981	260
- Autres charges d'exploitation non bancaire		14
- Charges générales d'exploitation	75 142	69 333
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	52 189	73 660
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	(18)	(26 250)
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	(504)	14 494
RESULTAT COURANT	52 711	85 416
RESULTAT NON COURANT	(962)	
- Impôts sur les résultats	9 931	19 202
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	41 818	66 214

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT
CDG Capital est assujettie au plan comptable des établissements de crédit (PCEC)

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/19	Total 31/12/18
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	49 441	9 825	10 353	23 666	93 286	281 925
VALEURS RECUES EN PENSION			301 767		301 767	200 041
- au jour le jour						
- à terme			301 767		301 767	200 041
PRETS DE TRESORERIE						43 059
- au jour le jour						
- à terme						43 059
PRETS FINANCIERS		433 333			433 333	466 667
AUTRES CREANCES			129		129	
INTERETS COURUS A RECEVOIR		2 166			2 166	11 049
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	49 441	445 324	312 249	23 666	830 680	1 002 740

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé		Autre clientèle	Total 30/06/19	Total 31/12/18
		Entreprises financières	Entreprises non financières			
CREDITS DE TRESORERIE		49	6	919	974	20 005
- Comptes à vue débiteurs		49	6	919	974	20 005
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CREDITS A LA CONSOMMATION				2 417	2 417	2 938
CREDITS A L'EQUIPEMENT			303 252		303 252	271 599
CREDITS IMMOBILIERS				1 368	1 368	1 463
AUTRES CREDITS				169 769	169 769	65 437
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR			1 057	37	1 094	127
CREANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
TOTAL		49	304 315	174 510	478 874	361 571

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/19	Total 31/12/18
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	9 349		264	8 388	18 001	34 882
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE	9 349		264	8 388	18 001	34 882
TITRES NON COTES	1 671 424	5 578 828	412 302	233 634	7 896 187	6 261 771
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		5 155 785			5 155 785	4 012 754
OBLIGATIONS		339 880		233 634	573 514	691 059
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 671 424	32 000			1 703 424	1 396 089
CERTIFICATS DE SUKUK		51 162			51 162	50 192
TITRES DE PROPRIETE			412 302		412 302	111 677
TOTAL	1 680 772	5 578 828	412 567	242 021	7 914 188	6 296 653

* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	5 650 058	5 650 090	5 644 302			
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	5 007 434	5 007 466	5 007 466			
OBLIGATIONS	27 552	27 552	27 552			
AUTRES TITRES DE CREANCE	558 121	558 121	558 121			
CERTIFICATS DE SUKUK	51 162	51 162	51 162			
TITRES DE PROPRIETE	5 788	5 788				
TITRES DE PLACEMENT*	2 315 917	2 320 557	1 879 287	20 893	1 796	1 468
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	148 350	150 361	140 800	2 011		
OBLIGATIONS	596 704	602 051	593 687	5 914	742	742
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 145 622	1 148 058	1 144 800	2 756	320	320
TITRES DE PROPRIETE	425 240	420 086		10 250	1 011	725
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						

* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

ACTIF	30/06/19	31/12/18
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES		
DEBITEURS DIVERS	751 812	876 002
Sommes dues par l'Etat	118 197	114 697
Débiteurs divers	508 875	700 589
Produit à recevoir	65 645	46 723
Charges constatées d'avance	1 019	
Autres comptes	58 076	13 993
TOTAL ACTIF	751 812	876 002

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

PASSIF	30/06/19	31/12/18
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	2 109 970	870 466
CREDITEURS DIVERS	334 181	160 156
Sommes dues à l'Etat	55 894	100 800
Créditeurs Divers	240 601	37 580
Dettes Fournisseurs	11 516	14 913
Produits constatés d'avance	121	121
Comptes de Régularisation	26 049	6 743
TOTAL	2 444 151	1 030 623

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIÉES					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL PRIVATE EQUITY	"GESTION DE FONDS EN CAPITAL INVESTISSEMENT"	3 000	100%	5 000	5 000
CDG CAPITAL REAL ESTATE	"GESTION DE FONDS IMMOBILIERS"	1 000	100%	1 520	1 520
CDG CAPITAL INFRASTRUCTURE	"GESTION DE FONDS EN INFRASTRUCTURE"	3 000	100%	3 000	3 000
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	5 000	7,98%	773	773
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 731 419	0.0%	59	59
SAI MDIQ	IMMOBILIER	78 288	0.37%	292	292
TOTAL PARTICIPATIONS				205 154	205 154
EMPLOIS ASSIMILES					
TOTAL GENERAL				205 154	205 154

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou prov début de l'ex.	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis. sur immo. sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	99 068	1 352		100 420	50 679	3 886		54 564	45 856
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	83 069	1 158		84 228	50 679	3 886		54 564	29 663
-Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	15 999	193		16 192					16 192
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	59 187	2 562	140	61 609	36 999	3 166	137	40 028	21 582
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	19 236		3	19 233	12 007	916		12 923	6 310
. Terrain d'exploitation									
. Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	19 236		3	19 233	12 007	916		12 923	6 310
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	39 951	2 562	137	42 376	24 992	2 250	137	27 104	15 272
. Mobilier de bureau d'exploitation	5 980			5 980	2 765	256		3 021	2 959
. Matériel de bureau d'exploitation	994		8	986	783	33	8	808	178
. Matériel informatique	31 199	2 562	129	33 632	20 737	1 796	129	22 403	11 229
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	1 778			1 778	707	165		872	906
. Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION									
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.									
. Terrains hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation									
. Mobilier et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	158 255	3 914	140	162 029	87 677	7 052	137	94 592	67 437

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
25/04/2019	Agen Amen Inst Immeubles	3	3				
01/05/2019	Matériel de bureau	8	8				
31/05/2019	Matériel informatique	129	129		3	3	
TOTAL		140	140		3	3	

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/19	Total 31/12/18
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		26 483	72 952	249	99 684	42 472
VALEURS DONNEES EN PENSION	1 500 794		102 804		1 603 598	1 921 619
- au jour le jour						430 861
- à terme	1 500 794		102 804		1 603 598	1 490 759
EMPRUNTS DE TRESORERIE		1 088 277			1 088 277	1 154 216
- au jour le jour						648 477
- à terme		1 088 277			1 088 277	505 739
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES		218			218	218
INTERETS COURUS A PAYER	411	120	89		620	544
TOTAL	1 501 205	1 115 098	175 845	249	2 792 397	3 119 069

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/19	Total 31/12/18
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	18 718	102 251	163 817	37 860	322 646	1 684 949
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME	456 741	45 000			501 741	489 375
AUTRES COMPTES CREDITEURS		1 649 433	35 233	93	1 684 759	12 542
INTERETS COURUS A PAYER	5 928	831	1		6 760	7 134
TOTAL	481 388	1 797 515	199 051	37 953	2 515 906	2 193 999

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES	CARACTERISTIQUES					MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	24/07/2014	24/07/2019	100	5,17%	INFINE	100 000 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	03/04/2019	03/10/2019	100	2,50%	INFINE	240 000 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	15/03/2019	12/03/2020	100	2,59%	INFINE	500 000 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/08/2018	02/08/2023	100	3,29%	INFINE	200 000 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	22/02/2019	22/07/2019	100	2,53%	INFINE	460 000 000			
TOTAL						1 500 000 000			

PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/18	Dotations	Reprises	Autres variations	30/06/19
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	71 376	2 252	3 149		70 479
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 844		18		6 826
Titres de placement	52 667	2 252	3 131		51 787
Titres de participation et emplois assimilés					
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	11 866				11 866
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	35 548	252	756		35 044
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par Signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	33 923	252			34 175
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	1 625		756		869
Provisions réglementées					
TOTAL	106 925	2 504	3 905		105 523

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/18	Affectation du résultat	Autres variations	30/06/19
Réserves et primes liées au capital	190 000			190 000
Réserve légale	50 000			50 000
Autres réserves	140 000			140 000
Capital	630 000			630 000
Capital appelé	630 000			630 000
Report à nouveau (+/-)	255 959	-146 540		109 419
Résultat net de l'exercice (+/-)	83 460	-83 460		41 818
Total	1 159 418	-230 000		971 237

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	30/06/19	31/12/18
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	1 455 772	1 366 186
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	271 915	126 730
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	271 915	126 730
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 183 857	1 239 456
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		3 319
Autres cautions et garanties données	1 183 857	1 236 137
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	509 438	509 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	9 438	9 438
Garanties de crédits	9 438	9 438
Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	30/06/19	31/12/18
Engagements donnés	1 815 854	1 222 438
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	1 815 854	1 222 438
Engagements reçus	350 097	637
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	350 097	637

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30/06/19	31/12/18	30/06/19	31/12/18
Opérations de change à terme			4 937 182	3 424 979
Devises à recevoir			1 889 761	1 604 723
Dirhams à livrer				91 617
Devises à livrer			2 428 163	1 700 791
Dirhams à recevoir			619 259	27 848
Engagements sur produits dérivés			217 912	370 936
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			217 912	370 936
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	301 672		
Hypothèques	233 270		
Autres valeurs et sûretés réelles	2 706 839		
TOTAL	3 241 782		

Valeurs et sûretés donnés en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 458 745		
Autres titres	827 642		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	5 286 386		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	43 973	301 767			435 499	781 239
Créances sur la clientèle	170 844	4	6 729	47 151	254 146	478 874
Titres de créance	291 268	37 527	707 959	4 639 619	1 838 244	7 514 615
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
TOTAL	506 085	339 297	714 688	4 686 770	2 527 889	8 774 728
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 792 397					2 792 397
Dettes envers la clientèle	2 324 871		191 036			2 515 906
Titres de créance émis	568 911		745 243		205 985	1 520 139
Emprunts subordonnés						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus						
TOTAL	5 686 180		936 279		205 985	6 828 443

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE*

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
29	4 078 521

*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	MONTANT
ACTIF :	23 666
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	23 666
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et invest	
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF :	248 952
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	248 952
Dépôts de la clientèle	
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN	
Engagements donnés	2 457 453
Engagements reçus	1 928 533

MARGE D'INTERET

	30/06/19	30/06/18
INTERETS PERCUS	51 789	55 732
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	10 148	9 241
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	10 250	7 738
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	31 391	38 753
INTERETS SERVIS	67 492	72 702
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	23 321	16 265
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	23 777	40 326
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	20 394	16 111

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	30/06/19	30/06/18
Titres de placement	296	
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	25 600	48 539
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
TOTAL	25 896	48 539

COMMISSIONS

Commissions	30/06/19	30/06/18
COMMISSIONS PERCUES	60 268	71 349
Commissions sur Fonctionnement de compte	192	
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	51 020	58 981
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	5 304	11 301
Autres commissions sur prestations de services	3 752	1 067
COMMISSIONS VERSEES	3 392	3 478
Charges sur moyens de paiement	580	245
Commissions sur achats et ventes	92	301
Commissions sur droits de garde	2 451	2 577
Autres charges sur prestations	268	354

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

PRODUITS ET CHARGES	30/06/19	30/06/18
PRODUITS	179 196	107 918
Gains sur les titres de transaction	160 478	84 830
Plus value de cession sur titres de placement	5 113	6 133
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	3 131	2 529
Gains sur les produits dérivés	1 370	6 148
Gains sur les opérations de change	9 103	8 278
CHARGES	119 495	63 122
Pertes sur les titres de transaction	112 361	49 830
Moins value de cession sur titres de placement	2 099	9
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	2 252	2 806
Pertes sur les produits dérivés	880	1 587
Pertes sur opérations de change	1 904	8 890
RESULTAT	59 701	44 796

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

CHARGES	30/06/19	30/06/18
Charges de personnel	41 438	38 338
Rémunérations du personnel	32 706	30 203
Charges sociales	4 869	4 202
Autres charges	3 863	3 933
Impôts et taxes	1 197	1 302
Charges externes	21 262	19 759
Autres charges générales d'exploitation	4 194	3 485
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	7 052	6 449
TOTAL	75 142	69 333

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	30/06/19	30/06/18
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	54 719	39 828
Autres produits bancaires	179 196	156 910
Autres charges bancaires	125 307	117 082
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	2 981	246
Produits d'exploitation non bancaires	2 981	260
Charges d'exploitation non bancaires		14
DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	252	16 500
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	774	28 256
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	962	
Produits non courants		
Charges non courantes	962	

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2019 AU 30 JUIN 2019

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	124 350	52 189	51 749
- Autres activités			
TOTAL	124 350	52 189	51 749

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	124 350	52 189	51 749
- Autres zones			
TOTAL	124 350	52 189	51 749

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE	41 818 373	
. Bénéfice net	41 818 373	
. Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	11 673 184	
1- Courantes	780 573	
- Charges sur exercices antérieurs		
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions	250 000	
- Charges non déductible	530 573	
- Excédent d'amortissements voitures		
2- Non courantes	10 892 611	
- Impôts sur les sociétés	9 930 608	
- Contribution à la solidarité	962 003	
III - DEDUCTIONS FISCALES		26 652 076
1- Courantes		26 652 076
- Produits des titres de participations et placement		25 896 076
- Reprise de provisions		756 000
2- Non courantes		
TOTAL	53 491 556	26 652 076
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		26 839 480
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal [A - C]		26 839 480
OU		
. Déficit net fiscal [B]		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)		
. Exercice n-1		

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I.DETERMINATION DU RESULTAT	30/06/19
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	52 710 984
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	780 573
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	26 652 076
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	26 839 480
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	9 930 608
. Résultat courant après impôts (=)	42 780 376
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

NEANT

PASSIFS EVENTUELS

"Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2015 à 2018 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision."

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital:	630 000 000
Montant du capital social souscrit et non appelé	0
Valeur nominale des titres	100

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenu
		Exercice précédent	Exercice actuel		
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	6 299 994	6 299 994	100%	100%
MR ABDELLATIF ZAGHNOUN	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR YASSINE HADDAOUI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR HAMID TAWFIKI	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
MR NOUAMAN AL AISSAMI	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%	0%
MR KHALID EL HATTAB	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MME LATIFA ECHIHABI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
Total		6 300 000	6 300 000	100%	100%

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

A- Origine des résultats affectés	Montants	B- Affectation des résultats	Montants
Décision de l'AGO du 29/03/2019		RESERVES FACULTATIVES	
Report à nouveau	255 959	Dividendes	230 000
Résultats nets en instance d'affectation		RAN	109 418
Résultat net de l'exercice	83 460		
Prélèvements sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	339 418	TOTAL B	339 418

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes 30/06/19	Montants en milliers de DH 30/06/19
Titres dont l'établissement est dépositaire	583	105 136 513
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 228 607
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	54	59 425 079
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	526	43 482 827
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

RESEAU	30/06/19	31/12/18
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	30/06/19	31/12/18
Comptes courants	365	363
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 974	1 968
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	9	8
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	23	17
Total	2 371	2 356

EFFECTIFS

EFFECTIFS	30/06/19	31/12/18
Effectifs rémunérés	157	163
Effectifs utilisés	157	163
Effectifs équivalent plein temps	157	163
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	157	163
Cadres (équivalent plein temps)	150	156
Employés (équivalent plein temps)	7	7
dont effectifs employés à l'étranger		

LISTE DES ETATS "NEANT" :

- A2 ETAT DES DEROGATIONS
- A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- B7 CREANCES SUBORDONNEES
- B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
- B16 DETTES SUBORDONNEES



Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca
Maroc



101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

GROUPE CDG CAPITAL

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES CONSOLIDES
AU 30 JUIN 2019

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL et de ses filiales (GROUPE CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 985 840, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 30.451.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG CAPITAL S.A établis au 30 juin 2019, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 26 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3, La Marina
Casablanca
Tél : 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax : 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Mazars Audit et Conseil

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Taha Ferdaous
Associé



Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca
Maroc



101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

CDG CAPITAL S.A

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX
AU 30 JUIN 2019

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de CDG CAPITAL S.A comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) ci-joints relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 971.237, dont un bénéfice net de KMAD 41.818, relèvent de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL S.A établis au 30 juin 2019, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 26 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3, La Marina
Casablanca
Tél : 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax : 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

Mazars Audit et Conseil

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Taha Ferdaous
Associé